



## **Convention définissant les modalités d'utilisation de la prestation « Paie à façon » par les collectivités et établissements publics de la Somme**

### **ENTRE :**

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais, désigné ci-après sous le terme « le CDG62 », installé Cité de la Fonction Publique Territoriale Pierre MAUROY, Allée du Château – LABUISSIERE – BRUAY-LA-BUISSIERE (62702), représenté par Monsieur Joël DUQUENOY, Président, agissant en cette qualité et dûment habilité par la délibération du Conseil d'administration n° 2024/... en date du ... 2024,

**d'une part,**

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Somme, désigné ci-après sous le terme « le CDG80 », installé 32 rue Lavalard – AMIENS (80026), représenté par Monsieur Claude CLIQUET, Président, agissant en cette qualité et dûment habilité par la délibération du Conseil d'administration n° 2024/... en date du ... 2024,

**d'autre part.**

Il est convenu ce qui suit :

### **Préambule :**

Conformément au schéma régional de coordination de mutualisation et de spécialisation conclu entre les Centres de Gestion des Hauts-de-France, une faculté de coopérer est prévue pour la gestion administrative du personnel, notamment la paie.

Afin de répondre aux besoins des collectivités et établissements publics relevant de son ressort géographique, le CDG80 souhaite faire bénéficier de la prestation « paie à façon » mise en place par le CDG62 à ses affiliés.

L'ouverture de la prestation du CDG62 contribuera à renforcer la coopération régionale et le service rendu aux collectivités et établissements publics.

### **Article 1 : Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir le champ d'intervention du CDG62 pour le compte d'une collectivité ou d'un établissement public affilié au CDG80.

### **Article 2 : Description de la prestation « paie à façon »**

La prestation fournie par le CDG62, à partir des informations communiquées par la collectivité / l'établissement public signataire, comprend :

- La saisie pour création et mises à jour des différents fichiers ;
- La vérification administrative des éléments fournis et leur cohérence relative ;
- Le calcul des traitements ;
- L'édition des différents états constitutifs de la paie (journal liquidatif, journaux de paie, état des charges) ;
- La transmission des données pour l'établissement des déclarations et états destinés aux administrations sociales et fiscales et notamment l'établissement de la déclaration sociale nominative (DSN) ;
- La fourniture des divers barèmes utiles pour le contrôle : traitements, cotisations, etc. ;
- L'établissement du pré-mandatement pour la réalisation des mandats et bordereaux comptables correspondants ;
- La transmission des données à la collectivité.

### **Article 3 : Conditions d'intervention**

La réalisation de la prestation « paie à façon » par le CDG62 pour le compte d'une collectivité ou d'un établissement affilié au CDG80 est conditionnée par une demande expresse de l'autorité territoriale au CDG80.

La signature de la convention d'adhésion définissant les modalités de la prestation n'est applicable qu'aux demandes ayant fait l'objet d'un accord préalable du CDG80.

L'intervention auprès de la collectivité ou de l'établissement public s'effectuera dans les conditions prévues par la convention de prestation « paie à façon » du CDG62, et sous réserve d'une signature de cette convention par le bénéficiaire.

#### **Article 4 : Conditions financières**

Conformément aux conditions adoptées par le Conseil d'administration du CDG62, une contribution forfaitaire par bulletin mensuel (toutes déclarations sociales incluses) sera appliquée dans les conditions de la convention de prestation qui sera signée.

A titre indicatif, elle correspond à ce jour à 11 € par bulletin de salaire émis.

En contrepartie de la prestation, le CDG62 facturera directement la collectivité ou l'établissement affilié au CDG80.

Une facturation trimestrielle s'établira sur la base des tarifs adoptés par le Conseil d'administration au titre de l'année au cours de laquelle s'effectuera l'intervention.

#### **Article 5 : Modification de la convention cadre**

La présente convention pourra être modifiée selon :

- La modification des dispositions législatives et réglementaires régissant le fonctionnement et les missions des Centres de Gestion ;
- La création de la mission « paie à façon » par le CDG80.

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

#### **Article 6 : Résiliation de la convention**

Si l'une des parties souhaite dénoncer la présente convention, elle devra en aviser l'autre partie par lettre recommandée avec avis de réception.

La dénonciation prendra effet à échéance, sous réserve d'un préavis de 6 mois.

La résiliation de la présente convention ne donnera lieu à aucune indemnisation.

#### **Article 7 : Litiges**

En cas de litige, les parties s'engagent à trouver une solution amiable.

Pour tous litiges concernant cette convention, le tribunal territorialement compétent sera le tribunal administratif de Lille.

Fait à Bruay-la-Buissière, en double exemplaire, le ... 2024

Pour le CDG62,  
Le Président,

Joël DUQUENOY

Pour le CDG80,  
Le Président,

Claude CLIQUET